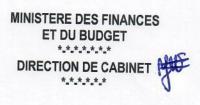
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE Unité-Dignité-Travail

MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE *-*-*--*-* DIRECTION DE CABINET *-*-*-*-





LE MINISTRE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE LE MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET

- l'Acte n°6-/94-UDEAC-594-CE-30 du 22 décembre 1994 portant adoption du Code de la Marine Marchande en UDEAC ;
- La Constitution de la République Centrafricaine du 30 août 2023 ;
- la Loi n°20.003 du 13 janvier 2020, portant organisation du Cadre Institutionnel Juridique applicable aux Entreprises et Offices Publics ;
- l'Ordonnance Impériale n°079/022 du 23 mars 1979, portant création du Conseil Centrafricain des Chargeurs ;
- Le Décret n°23.199 du 30 août 2023, portant promulgation de la Constitution de la République Centrafricaine ;
- Le Décret n°22.040 du 7 février 2022, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Le Décret n°24.001 du 4 janvier 2024, portant nomination ou confirmation des Membres du Gouvernement ;
- le Décret n°20.004 du 12 octobre 2020, fixant les modalités d'application de la loi n°20.004 du 13 Janvier 2020, portant Organisation du Cadre Institutionnel et Juridique applicable aux Entreprises et Offices Publics ;
- le Décret n°18.130 du 02 juin 2018, portant organisation et fonctionnement du Ministère des Transports et de l'Aviation Civile et fixant les attributions du Ministre ;
- le Décret n°19.149 du 21 Mai 2019, portant organisation et fonctionnement du Ministère des Finances et du Budget et fixant les attributions du Ministre ;
- le Décret n°16.325 du 02 septembre 2016, portant approbation des Statuts du Conseil Centrafricain des Chargeurs (CCAC).

ARRETENT

- Tout armement bénéficiaire du fret à destination ou en provenance de la Art.1er: République Centrafricaine est tenu de verser au Conseil Centrafricain des Chargeurs, une commission de participation à la rémunération de ses services dont le taux est fixé comme suit :
 - Trente mille (30.000) F CFA pour le conteneur de 20 pieds ;
 - Soixante mille (60.000) F CFA pour le conteneur de 40 pieds ;
 - Vingt mille (20.000) F CFA pour tout véhicule de tourisme ;
 - Trente mille (30.000) F CFA pour tout camion tracteur et remorque;
 - Sept cent cinquante marchandise conventionnelle, vrac et pétrole.
- Art. 2: Consignataires sont responsables des sommes dues Armateurs/Operateurs des navires représentés par eux en cas de non-paiement de la commission de participation et de la redevance prévues à l'article 1er du présent Arrêté.
- En aucune manière, la redevance qui est la contrepartie de la jouissance des Art. 3: droits de trafic de l'Etat ne doit être répercutée par l'armateur sur la
- Les redevances de la commission armatoriale à l'embarquement ou au Art. 4: débarquement sont reparties ainsi qu'il suit :
 - Etat Centrafricain : 50% (dont 60% des 50% pour le Trésor Public, 40% pour le Conseil Centrafricain des Chargeurs (CCAC);
 - Organisation Maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (OMAOC) : 10%;
 - Mandataire: 40%.
- La situation des recouvrements et des reversements aux parties prenantes est Art. 5: faite mensuellement et de manière contradictoire par les Représentants du Ministère en charge des Transports, du Ministère en charge des Finances, du CCAC et du Mandataire.
- Le présent Arrêté Interministériel qui abroge toutes dispositions antérieures Art. 6: contraires et qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera enregistré, publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET

Hérué NDOBA

Fait à Bangui, le RE DES TRANSPORTS L'AVIATION

Gotran DJONO-AHABA